



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.5/L.426
19 décembre 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS
ESPAGNOL

Onzième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 66 de l'ordre du jour

QUESTION EXAMINEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA PREMIERE SESSION
EXTRAORDINAIRE D'URGENCE, DU 1er AU 10 NOVEMBRE 1956

Dispositions administratives et financières relatives à la
Force d'urgence des Nations Unies

Afghanistan, Arabie Saoudite, Birmanie, Canada, Ceylan, Etats-Unis d'Amérique,
Ethiopie, Finlande, Guatemala, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Liban, Libéria,
Libye, Maroc, Népal, Norvège, Pakistan, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen :
projet de résolution

NOTE : Le projet de résolution ci-dessous est la fusion du projet de résolution initial, publié sous la cote A/C.5/L.410, des amendements présentés dans les documents A/C.5/L.411 et A/C.5/L.420 ainsi que des amendements proposés par le Cambodge; tous ces amendements ont été acceptés par les auteurs du projet de résolution initial, après quelques légères modifications de rédaction.

Le préambule du projet de résolution contient également un nouvel alinéa (deuxième alinéa) qui reprend, quant au fond, l'amendement suggéré par la délégation de l'Inde à la 555ème séance de la Cinquième Commission

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions A/RES/395 du 7 novembre 1956, et A/RES/412 du 26 novembre 1956,

Soulignant que les dépenses engagées par le Secrétaire général en vertu des résolutions de l'Assemblée générale ne préjugent en rien les décisions qui pourraient être prises ultérieurement en ce qui concerne la responsabilité des situations ayant provoqué la création de la Force d'urgence des Nations Unies, ni la décision finale en ce qui concerne les réclamations présentées du fait des dépenses découlant de cette mesure,

Considérant que dans son rapport du 4 novembre 1956 (A/3302), notamment au paragraphe 15, le Secrétaire général a indiqué que les modalités de financement de la Force d'urgence des Nations Unies restaient à préciser,

Considérant que, dans ses rapports du 21 novembre 1956 (A/3383) et du 3 décembre 1956 (A/C.5/687), le Secrétaire général a recommandé que les dépenses relatives à la FUNU soient réparties de la même manière que les dépenses de l'Organisation,

Considérant en outre que des opinions divergentes, qui ne sont pas encore conciliées, ont été exprimées par divers Etats Membres au sujet des contributions ou de la méthode suggérée par le Secrétaire général pour obtenir ces contributions,

Considérant que le Secrétaire général a déjà été autorisé à engager des dépenses pour la FUNU à concurrence de 10 millions de dollars,

Considérant également que la question de la répartition des dépenses relatives à la FUNU en sus de 10 millions de dollars doit faire l'objet d'un examen plus approfondi sous tous ses aspects,

1. Décide que, sauf en ce qui concerne la rémunération, le matériel, les approvisionnements et les services que des Etats Membres prendront à leur charge ou fourniront gratuitement, les dépenses de la FUNU seront supportées par l'Organisation des Nations Unies et réparties entre les Etats Membres, à concurrence de 10 millions de dollars, conformément au barème des contributions que l'Assemblée générale a adopté en ce qui concerne le budget annuel de l'Organisation pour l'exercice financier 1957;

2. Décide en outre que, ce faisant, elle ne préjuge pas la répartition ultérieure de toutes dépenses en sus de 10 millions de dollars qui pourraient être engagées du chef de la FUNU;

3. Décide de créer un comité composé de, qui sera chargé d'examiner sous tous ses aspects la question de la répartition des dépenses de la Force en sus de 10 millions de dollars. Le comité tiendra compte des débats de l'Assemblée générale sur la question et, notamment, de la possibilité de contributions volontaires, de la fixation de plafonds pour les dépenses de la Force d'urgence avec l'approbation préalable dans chaque cas de l'Assemblée générale et du principe de l'établissement de barèmes de contributions différents du barème des contributions des Etats Membres au budget ordinaire de 1957. Le comité rendra compte à l'Assemblée générale le plus tôt possible.
